

Les dessus et les dessous de la mode à Montréal

Francis Back

Number 130, Summer 2017

Montréal inédit

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/86741ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Back, F. (2017). Les dessus et les dessous de la mode à Montréal. *Cap-aux-Diamants*, (130), 15–19.

LES DESSUS ET LES DESSOUS DE LA MODE À MONTRÉAL

par Francis Back

En 2011, un document gouvernemental affirmait : « L'industrie de la mode à Montréal joue un rôle central depuis cent ans ». C'est bien mal connaître l'histoire du costume au Québec en général, et celle de Montréal en particulier. Dans le présent texte, nous allons brosser un portrait de l'histoire de la mode à Montréal de 1642 à 1900, en mettant l'accent sur un aspect trop souvent ignoré, l'exploitation de la main-d'œuvre au service de cette industrie du luxe.

DE L'AUSTÉRITÉ À LA FRIVOLITÉ

Le groupe de fervents catholiques qui fonde Ville-Marie en 1642 prône la modestie, voire la frugalité, en toutes choses. Lors de la traversée, Paul Chomedey, sieur de Maisonneuve, perd ses vêtements garnis de dentelles qui sont emportés par l'océan. Il en rit, se disant « bien débarrassé d'être délivré de tous ces ornements de vanité ». Par la suite, on le verra vêtu comme un « des plus simples habitants, un capot de serge grise à la mode du pays ». Quant à Marguerite Bourgeoys, elle a des opinions bien tranchées sur la question. Elle trouve répréhensible cette « grande faiblesse de vouloir être distingués d'avec les personnes du monde par quelque habillement ou quelque marque visible ». Selon elle, « ce n'est pas par les habits que l'on connaît les hommes, mais par leurs œuvres ». Une fille du roi que Marguerite Bourgeoys chaperonne attirera sa désapprobation en s'achetant une robe de soie avec une traîne dans l'espoir de trouver un bon parti. Ces principes vertueux voleront en éclats



Tout comme Paul de Chomedey de Maisonneuve, M. de Renty (1611-1649) était tout à la fois dévot et officier militaire. Pour un noble, sa tenue est des plus simples; un rabat dénué de dentelle et un pourpoint dépourvu de galonnage. Les crevés sur le devant des manches de son pourpoint appartiennent à une mode toute militaire, car elles facilitent le mouvement des bras et donc l'usage d'armes blanches ou à feu. En 1644, M. de Renty fondera la Compagnie du Saint-Sacrement et de l'Ermitage, organisme qui soutiendra entre autres Marie de l'Incarnation et M^{me} de la Peltrie. Ce portrait apparaît dans une biographie de M. de Renty, publié en 1652, ouvrage qui faisait probablement partie de la bibliothèque initiale des Hospitalières de Saint-Joseph. (Coll. Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal).

lorsque Montréal s'affirme comme la plaque tournante du commerce des fourrures. Les profits de ce négoce favoriseront l'émergence d'une classe de nouveaux riches désirant afficher leur réussite sociale par le jeu des apparences vestimentaires. Ce phénomène s'étend même aux coureurs des bois qui, après leurs longs périple, se comportent comme des marins revenant des Indes

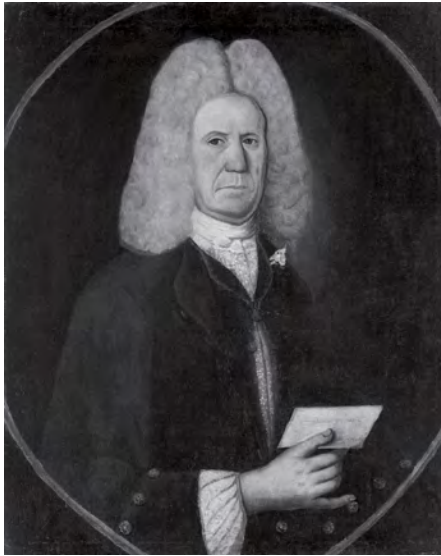
ou des corsaires qui dilapident tout leur argent « tant en habits qu'en femmes ». Pour un autre témoin, l'ordre des priorités des coureurs des bois diffère, car il énumère en 1672 « l'ivrognerie et les beaux habits »!

L'attrait pour les riches atours concerne également les femmes. Dans une lettre décrivant les mœurs de la société montréalaise en 1685, Louis-Armand de Lom d'Arce, baron de Lahontan, s'attriste de voir les gentilshommes se ruiner pour leurs filles afin de « subvenir aux dépenses des habits magnifiques dont on les voit parées; car le faste et le luxe règnent autant dans la Nouvelle-France que dans l'ancienne ». Le clergé fait de son mieux pour endiguer ce « fléau ». Ainsi, il dénonce en chaire jusqu'aux « petites filles, même celles qui sont de basse extraction, parées et ajustées comme des poupées [de mode] ». Nous verrons que ces remontrances n'impressionnent guère la population montréalaise et qu'elles n'infléchissent en rien ses inclinations.

UN GOÛT DE LUXE QUI SE CONFIRME

En 1748, alors que le gouverneur général et l'intendant de la colonie s'apprentent à venir à Montréal, visite qui sera parsemée de bals et de soupers officiels, Élisabeth Bégon écrit malicieusement : « Nous allons voir bien du brillant lorsque la Cour sera ici. Tout ce que je crains, c'est que ceux qui n'auront rien de neuf [à se mettre sur le dos] n'en soient malades de chagrin ».

L'année suivante, le botaniste suédois Pehr Kalm observe que les Montréalaises



Un couple montréalais vers 1719 (année de leur mariage), soit celui composé du notaire et marchand Claude Cyprien Jacques Porlier (1683-1744) et de son épouse Angélique Cuillerier (1698-1781). Notre notaire porte un sobre justaucorps café agrémenté de boutons dorés. Sa tête est coiffée d'une volumineuse perruque poudrée du modèle dit « *in-folio* ». Cet édifice capillaire, fait de cheveux humains et de crin de cheval, pouvait atteindre le poids de quatre livres! Son épouse est vêtue d'une robe de soie argentée doublée d'un tissu et de rubans rouges; couleur symbolisant des épousailles depuis le Moyen-Âge. Le tout s'accompagne d'une ceinture et de galons dorés, de bijoux perlés et de dentelles. (Coll. Musée du Château Ramezay).



« s'habillent presque toutes de façon assez voyante, au point qu'une servante est aussi bien mise qu'une demoiselle ». Ce luxe ne se limite pas qu'aux femmes. Un officier anglais qui découvre Montréal en 1761 écrit que « les hommes ont

tous les cheveux finement poudrés » et qu'ils portent des « justaucorps galonnés de clinquant, garnis de boutons de haut en bas ». Et ce militaire de conclure « depuis que je suis ici, je n'ai pas vu un seul homme vêtu comme un simple artisan ».

Le luxe tapageur des Montréalais ne fait pas l'unanimité dans la colonie. Déjà, en 1726, Claude-Moré Saugrain rapporte que : « les femmes de Québec n'aiment pas tout à fait les manières des Montréalais. Les premières sont beaucoup sur la réserve », alors que les Montréalais « ont à la vérité des dehors plus libres; mais comme elles ont plus de franchise, elles ont plus de bonne foi ».

Ce contraste entre les mœurs des deux villes se reflète dans la réaction à une série de textes publiés à Québec au sujet des « modes présentes ». La réplique viendra dans les pages de la *Gazette du commerce et littéraire pour la ville et le district de Montréal* en 1778. Un Montréalais anonyme s'en prend à cet auteur de Québec, en le qualifiant de « censeur acariâtre » qui n'en veut qu'aux « modes du temps ». « S'il fallait suivre ce triste sire, on ne sortirait plus qu'en arborant sur le front un bandeau sur lequel est écrit « le mépris des ornements ». Notre Montréalais excuse cependant son vis-à-vis par « son âge décrépi, par conséquent, sans goût, et sujet à la mauvaise humeur ». Dans la *Gazette* du 24 juin 1778, il prononce même une sentence condamnant son interlocuteur. Le premier article de cette sentence décrète que : « Sera libre à toutes Dames et Demoiselles de porter telle quantité de ruban qu'elles croiront nécessaire pour leurs ajustements. Et sera permis aux hommes de porter à leurs chapeaux un tour d'or ou d'argent sans aucune critique de part et d'autre »! En cette fin du XVIII^e siècle, l'empire de la mode triomphe même des conflits qui opposent la France et l'Angleterre. Ainsi, Rose Bertin, modiste de la reine Marie-Antoinette, compte parmi sa clientèle étrangère mademoiselle de Liniert, une Canadienne.



Ces instructions destinées à prendre des mensurations précises à distance, ont été diffusées par la firme Gibb's and Comp'y de Montréal en 1827. Ce document témoigne des ambitions expansionnistes du marché vestimentaire montréalais au XIX^e siècle. (Coll. Archives de l'Ontario).

L'ESSOR DE L'INDUSTRIE DE LA MODE MONTRÉLAISE

C'est sur ce terreau fertile que prendra racine une industrie de la mode montréalaise au XIX^e siècle. La liste alphabétique des professionnels et des propriétaires fonciers de la ville Montréal, publiée en 1820, dresse un portrait du nombre de commerces impliqués dans l'industrie de la mode. On dénombre 4 modistes et 65 tailleurs œuvrant intramuros. Cela constitue, en importance, la deuxième branche de l'industrie montréalaise à la même époque. Car pour chaque maître tailleur ayant pignon sur rue correspond un nombre considérable d'apprentis, de couturières et de tailleurs travaillant sous leur bannière. Parmi les noms cités dans la publication de 1820, nous retiendrons celui du tailleur Benaiah Gibb (1755-1826) afin d'illustrer l'essor de la confection montréalaise. Le tailleur Benaiah Gibb quitte son Angleterre natale pour s'établir à Montréal, en 1775. Dix ans plus tard, Gibb s'associe avec le marchand drapier Peter McFarlane et devient la coqueluche de l'élite montréalaise, dont les fameux « barons

de la fourrure ». Le sens des affaires de Benaiah le mène tout à la fois à offrir un service personnalisé à sa riche clientèle et à investir dans l'achat de larges quantités de tissus de qualité afin de décrocher, par exemple, le lucratif marché de la confection d'uniformes pour les officiers de la garnison britannique. Ambitieux de nature, Gibb tient tout autant à former ses fils au métier de tailleur qu'à leur apprendre à devenir de futurs dirigeants d'entreprise. Fort de sa réputation, Gibb a également dans sa lorgnette le marché de la bourgeoisie du Haut-Canada. En 1827, la firme Gibb fait imprimer et diffuse des instructions afin que ses clients de l'extérieur puissent lui fournir à distance leurs mensurations. Gibb & Co. fait ensuite confectionner les vêtements dans son échoppe de Montréal.

Les ambitions de la firme Gibb sont bien desservies par l'essor des moyens de transport, donc des possibilités d'exportation, que Montréal connaît en ce début du XIX^e siècle : l'introduction de la navigation à vapeur (1809), l'ouverture du canal Lachine (1824) et la construction d'un premier tronçon de chemin de fer entre Laprairie et Saint-Jean pour faciliter le transport entre Montréal et New York (1836).

Les atouts et les ambitions expansionnistes de Montréal font des jaloux. Au XIX^e siècle, Montréal occupe 60 % du marché de l'habillement de la province et 20 % du marché ontarien. Les provinces maritimes se plaignent de ne pas pouvoir développer leur propre industrie vestimentaire, étant donné la profusion de produits montréalais qui tapissent leurs rayonnages.

Ce marché d'exportation est rendu possible par une profonde métamorphose dans la production de vêtements à l'ère industrielle.

LA RÉVOLUTION DU PRÊT-À-PORTER

Au XIX^e siècle, le métier de tailleur, comme bien d'autres, bascule de la production artisanale à celle de masse. L'apparition de la machine à coudre, dans les années

20 A Perfect-Fitting Dress without Dressmaking Troubles

THESE DRESSES MADE TO MEASURE ONLY.
SAMPLES SENT FREE ON REQUEST.

No. 1640 \$13.50 up	No. 1641 \$11.50 up	No. 1642 \$10.50 up
This handsome embroidered Princess Dress is one of the newest styles being shown. It is made tight-fitting and pleated below the hips. The front, pointed sides, back, collar and cuffs are embroidered with silk cord in a very effective design. The dress fastens on the left side of the front with hooks and eyes. This dress will prove very pleasing to any one desiring an attractive, becoming style. Dress unlined.	A smart tailored Princess Dress in which neatness and simplicity prevail. It is made tight-fitting and closes in the center of the back with hooks and eyes. The French seams, both front and back, are finished off with piping and pointed scallops trimmed with buttons, as shown. Tie of fancy silk gives a decided chic finish to the military collar. Dress unlined.	A decidedly stylish dress and one of the season's most popular models. This dress is made tight-fitting and closes in the center of the back with hooks and eyes. The front is cut in fancy design and trimmed with buttons, as shown. The skirt of the dress is cut in eight gores, which flare gracefully. Collar and belt made of velvet or satin, whichever preferred. Tight-fitting sleeves finished off with buttons. Dress unlined.
Made of quality D cloth \$13.50 " " " E " 15.50 " " " F " 17.50 " " " G " 20.50 " " " H " 23.50 " " " J " 28.50	Made of quality D cloth \$11.50 " " " E " 13.50 " " " F " 15.50 " " " G " 18.50 " " " H " 21.50 " " " J " 24.50	Made of quality D cloth \$10.50 " " " E " 12.50 " " " F " 14.50 " " " G " 17.50 " " " H " 20.50 " " " J " 23.50

If you desire a Three-Piece Suit, you may select any of the Jackets shown on pages 7 to 19.
Prices for Jackets given under each description.

Costume - 1909
Zakheim Garment Co. N.Y. 1909

La première gravure de mode canadienne, en couleur de surcroît, a été publiée dans les pages du *Montreal Monthly Magazine* de mars 1831. À l'époque, une main a ajouté deux bulles précisant le nom des dames, soit Lucie Rolland et Marie Lamarche. On a longtemps cru qu'il s'agissait de noms de modistes. Or, des recherches dans les archives judiciaires de la ville nous ont fait découvrir qu'il s'agit de deux des principales tenancières de maisons closes à cette époque! (Coll. BANQ).

1840, permet non seulement d'accélérer l'assemblage des pièces, mais également d'embaucher des ouvrières moins qualifiées, donc meilleur marché. La production de vêtements tout faits et en plusieurs tailles ainsi que l'apparition des magasins à grande surface pour les mettre en vente, révolutionnent le marché de l'habillement. Les créateurs de mode s'adaptent à ces nouvelles réalités, notamment en favorisant des vêtements

masculins amples, qui ne demandent que peu d'ajustements une fois vendus. Les vêtements féminins qui ne moulent pas le corps (capes, pèlerines) sont désormais fabriqués à la chaîne. Pour rémunérer la main-d'œuvre, on favorise le paiement à la pièce plutôt que le taux horaire. À Montréal, l'industrie du prêt-à-porter se développe dans la décennie de 1830 à 1840. Le tailleur Robert Wilkins a laissé un témoignage pittoresque sur les débuts :

« on pouvait voir un bûcheron de six pieds de haut, à peine sorti du bois, son salaire en poche », déambuler dans les rues de la ville vêtu de neuf en exhibant « des bras dépassants les manches de son habit de plusieurs pouces ». À l'opposé, on remarquait un court sur patte « habillé d'un complet qui aurait mieux convenu à un gaillard de six pieds, ce qui était tout aussi ridicule ». Et Wilkins de conclure avec philosophie : « même s'il arrivait à un homme d'acheter un habit convenant à sa taille, une fois trempé par la première averse, les manches et les jambes de son pantalon rétrécissaient de plusieurs pouces en séchant ». En effet, l'industrie du prêt-à-porter, en inondant le marché de produits bon marché, ne favorise nullement la qualité, mais la quantité, notamment par l'utilisation de textiles et de teintures qui ne tiendront le coup que le temps de la vente. Cette usure rapide du produit a tout pour stimuler la consommation.

Comme nous l'avons évoqué plus haut, cette confection de masse a un impact sur les conditions de travail de la main-d'œuvre.

LES PREMIÈRES TENSIONS

Une étude sur les contrats d'embauche des artisans de la confection montrealaise entre 1820 et 1840 témoigne d'une érosion des conditions de travail de cette main-d'œuvre. S'y ajoutent des tâches qui ne sont pas reliées au métier, telles rentrer l'eau et le bois, et l'obligation de travailler de l'aube à la bruyante. Cela signifie, en été, de devoir œuvrer de sept heures du matin à huit heures du soir. En 1830, les tailleurs de Montréal se regroupent en association

et exigent notamment des journées de travail de dix heures. Par la voie des journaux, les propriétaires d'ateliers, la firme Gibb en tête, tentent de ramener leurs employés dans le droit chemin. Alors que se dessine la menace d'une grève, les patrons utilisent les gazettes pour miner la cause des tailleurs. Un auteur anonyme publie ainsi dans les pages du journal montréalais *Saturday Evening Magazine* du 11 janvier 1833 un texte pernicieux sur la profession. Il considère que, de tous les métiers, celui de tailleur est le plus ridicule et le moins utile à la race humaine. Ainsi, leurs prétentions

ployer journallement selon les besoins. La production de masse favorise également l'apparition de sous-contractants qui parcourent les villages et les petites villes environnantes (Sainte-Rose, Saint-Jérôme, Saint-Hyacinthe), afin de confier une partie du travail à une main-d'œuvre féminine et enfantine pour une rémunération minimale.

Mais qu'en est-il des femmes travaillant dans les ateliers de confection de Montréal? Comme le fait remarquer l'historienne Mary Anne Poutanen, outre la domesticité, il existe peu d'avenues pour les femmes souhaitant travailler. Cela rend cette main-d'œuvre vulnérable aux abus. Certaines d'entre elles pouvaient espérer travailler dans des ateliers de confection pour dames, où le travail exigeait plus de soins (mesures adaptées, ajustements, broderies de dentelle et de perlage, etc.) et était moins harassant que la production en masse du prêt-à-porter. Ainsi, au XIX^e siècle, 61 % des ateliers montréalais dédiés à la production de vêtements féminins ne comptent que d'une à quatre employées, et 15 %, de cinq à neuf. Cela devait donner un visage plus humain aux conditions de travail, que celles offertes par les sinistres



Un *sweatshop* new-yorkais en 1885. De dos, on voit un homme en manches de chemise et deux femmes décoiffées à cause de l'extrême chaleur qui y règne. À l'arrière-plan droit, un homme repasse des tissus avec un fer à vapeur. Une bouilloire sur le poêle lui prépare du nouveau carburant. Cette gravure, quoique naïve, se veut un témoignage des conditions de travail déplorables des ateliers de misère. (*Third Annual Report of the Bureau of Statistics of Labor, State of New York, 1885*).

pour de meilleurs gages sont éhontées. Et de conclure : « Non, non, messieurs les tailleurs, nous voyons clair dans vos plaisanteries ». Le 30 mai 1834, les tailleurs montréalais déclenchent une grève, l'une des premières au Canada. Le même jour, dans les pages du journal *Vindictor*, les principales firmes de confection publient des annonces spécifiant qu'elles embauchent des tailleurs à Montréal et dans le reste du Canada à des salaires avantageux! Inutile de dire, vu les circonstances, que cette grève sera un échec, voire un combat d'arrière-garde. Le port de Montréal reçoit à cette époque un flot continu d'immigrants, dont beaucoup d'artisans qualifiés, que l'on se contente d'em-

sweatshops.

LES ATELIERS DE MISÈRE

Le terme de *sweatshop* n'apparaît qu'à la fin du XIX^e siècle et on ne s'entend guère sur son origine. Certains ont voulu le traduire par « atelier de sueur », d'autres y voient une association avec le surnom du contremaître que l'on appelait *sweater*, soit celui « qui fait suer ». Il est généralement accepté de traduire ce mot en français par « atelier de misère » afin de désigner un lieu de travail insalubre où sont entassés hommes, femmes et enfants. En 1902, le *Montreal Medical Journal* voyait dans ce type d'ateliers l'une des principales sources de propagation de la



On a prétendu que le magazine *Clin d'œil*, lancé en 1980, a été la première revue de mode québécoise. En fait, la palme revient plutôt à la revue *Montréal mode* dont la publication débute en mars 1904. De 1906 à 1919, ce magazine prendra le titre de *Revue de la mode Gorcy*, car elle est dirigée par Gabrielle Gorcy. La gravure ci-dessus a été publiée dans le numéro du 15 avril 1905. (Collection BAnQ).

tuberculose, étant donné l'air vicié, l'eau insalubre, le non-respect des journées de huit heures et l'emploi d'enfants qui se trouvaient ainsi exposés à cette maladie. D'abord développé en Angleterre, ce type de lieux de travail sera rapidement adopté aux États-Unis, où les propriétaires de plantations ont besoin de grandes quantités de vêtements pour habiller les esclaves. De plus, pendant la guerre de Sécession (1860-1865), tant les armées du Nord que du Sud auront subitement besoin d'un grand nombre d'uniformes. Ce modèle est aussi adopté au Canada, tant la marge de profit dégagée par un travail à la chaîne n'offrant un minimum de confort aux employés paraît évidente.

En 1885, une enquête dresse un portrait éloquent des conditions de travail dans l'industrie de la mode montréalaise. L'un des enquêteurs constate que les lieux de travail sont habituellement situés « dans de vieux édifices, des maisons privées donnant sur des rues étroites ou des ruelles, et souvent placées dans des sous-sols ou des greniers ». Tous ces lieux ont en commun le manque d'air frais et d'éclairage, la crasse, en plus d'une déficience en ce qui concerne les lieux d'aisance. Cet enquêteur note que l'utilisation des fers à repasser fonctionnant à la vapeur rend l'air si opaque qu'il en avait de la difficulté à voir les employés! L'enquêtrice Louisa King se fait sèchement répondre par les patrons que, puisque le travail est confié à de petites entreprises familiales qui œuvrent à partir de leurs maisons privées, ces lieux de production échappent donc à sa juridiction.

Ce témoignage n'est pas isolé. En 1897, William Lyon Mackenzie King investigate les contrats d'habillement de l'armée canadienne. Il est alors troublé par le cas d'une mère et de son fils qui travaillent dans la banlieue de Montréal : « de sept heures et demie du matin à minuit, parfois plus tard encore, six jours sur sept ». Et Mackenzie King de conclure : « il en va ainsi dans bien des villages de la région de Montréal ».

Roland Barthes parlait de l'étude de la mode comme d'un « fait social total ». En effet, celle du costume, « notre seconde peau », dépasse la simple analyse des variations esthétiques pour toucher de nombreux aspects de l'activité humaine. Comme nous l'avons vu, l'essor de la confection montréalaise s'est construit en partie avec la sueur versée dans les *sweatshops*. Les temps ont-ils vraiment changé? De nos jours, l'industrie de la mode a majoritairement déménagé sa production dans les pays dits « émergents », qui sont loin des regards. De plus en plus de consommateurs se

questionnent sur les conditions de vie de ceux qui fabriquent les vêtements que nous portons quotidiennement. Les dernières enquêtes de l'ONU confirment une aggravation des conditions de travail de ceux qui œuvrent pour les grandes marques, notamment les enfants qui sont exposés à des produits chimiques hautement toxiques utilisés dans la teinture des textiles.

Je dédie cet article à la mémoire de ma grand-mère, Wilhelmine Siegel (1902-1987), qui arrondissait ses fins de mois en confectionnant à l'occasion des tenues d'infirmières dans un atelier de misère.

Francis Back est illustrateur et historien du costume.

Pour en savoir plus :

Il n'existe pas d'ouvrages consacrés à l'histoire du costume au Québec. La majorité des informations utilisées pour cet article ont été puisées à même les sources primaires. On consultera cependant avec profit les études suivantes :

Francis Back, « Les pompes de Satan », *Cap-aux-Diamants*, n° 49, printemps 1997, p. 32-35.

Gail Cariou, « Enduring roots : Gibb and Co. and the Nineteenth-Century Tailoring Trade in Montreal », Alexandra Palmer (ed), *Fashion. A Canadian Perspective*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, p. 182-202.

Théodore Cotelle, *Le « sweating-system »*, étude sociale, Angers, J. Siraudeau Éditeur, 1904.

Michelle Payette-Daoust, *The Montreal Garment Industry, 1871-1901*, M.A. Histoire, Université McGill, Montréal, 1986. Mary Anne Poutanen, *For the Benefit of the Master: the Montreal Needle Trades during the Transition, 1820-1842*, M.A. Histoire, Université McGill, Montréal, 1985.